

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES

Société en commandite par actions au capital de 177 453 913 €
Siège social : 3, rue d'Antin, 75002 Paris
552 108 011 R.C.S. Paris
Siret 552 108 011 00016 - A.P.E. 651C

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 18 mai 2017

I. – Compte de résultat de l'exercice 2016

(En milliers d'euros.)

Au 31 décembre	Notes	2016	2015
Intérêts et produits assimilés	3.a	663 768	555 964
Intérêts et charges assimilées	3.a	-260 485	-167 746
Revenus des titres à revenu variable	3.b	40 937	24 508
Commissions (produits)	3.c	1 307 709	1 262 015
Commissions (charges)	3.c	-219 456	-224 683
Gains nets sur opérations des portefeuilles de négociation		50 038	110 787
Pertes nets sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	3.d	27	-137
Autres produits d'exploitation bancaire		55 478	44 330
Autres charges d'exploitation bancaire		-30 922	-29 638
Produit net bancaire		1 607 096	1 575 400
Frais de personnel	6.a	-677 992	-641 336
Autres frais administratifs		-641 842	-617 996
Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles		-58 939	-55 598
Résultat brut d'exploitation		228 322	260 470
Coût du risque	3.e	-	-48
Résultat d'exploitation		228 322	260 422
Gains nettes sur actifs immobilisés	3.f	-9 441	5 102
Amortissement Survaleur		-	-488
Dotations nettes aux provisions réglementées		-15	-332
Résultat courant avant impôt		218 866	264 704
Résultat exceptionnel		-	-
Impôt sur les bénéfices	3.g	-80 616	-94 063
Résultat net		138 250	170 641

II. – Bilan au 31 décembre 2016

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	2016	2015
Caisse, banques centrales et C.C.P.		9 243 950	20 654 528
Effets publics et valeurs assimilées	4.c	17 108 401	15 966 347
Créances sur les établissements de crédit	4.a	82 717 245	62 741 493
Opérations avec la clientèle	4.b	4 153 562	3 890 044

Obligations et autres titres à revenu fixe	4.c	2 458 667	2 494 165
Actions et autres titres à revenu variable	4.c	13 576 672	16 164 603
Participations et autres titres détenus à long terme	4.c	39 649	40 419
Parts dans les entreprises liées	4.c	181 493	178 914
Crédit-bail et location avec option d'achat		-	-
Immobilisations incorporelles	4.e	483 358	509 266
Immobilisations corporelles	4.e	32 502	31 348
Actions propres		-	-
Autres actifs	4.f	14 576 808	14 680 748
Comptes de régularisation	4.g	617 392	527 256
Total actif		145 189 701	137 879 131

Dettes	Notes	2016	2015
Banques centrales et C.C.P.		408	340
Dettes envers les établissements de crédit	4.a	12 849 668	10 738 248
Opérations avec la clientèle	4.b	88 557 675	82 706 641
Dettes représentées par un titre		-	-
Autres passifs	4.f	41 837 696	41 958 579
Comptes de régularisation	4.g	842 068	1 178 076
Provisions	4.h	114 331	127 339
Dettes subordonnées		200 000	200 033
Total dettes		144 401 847	136 909 256
Capitaux propres	7.b		
Capital souscrit		177 454	177 454
Prime d'émission		455 753	455 753
Réserves		16 397	166 027
Résultat de l'exercice		138 250	170 641
Total capitaux propres		787 854	969 875
Total passif		145 189 701	137 879 131

Hors-bilan	Notes	2016	2015
Engagements donnés			
Engagements de financement	5.a	4 415 635	56 350
Engagements de garantie	5.b	6 714 007	78 984
Engagements sur titres	5.c	84 177	93 400
Engagements reçus			
Engagements de financement	5.a	709 677	-
Engagements de garantie	5.b	21 251	762 289
Engagements sur titres	5.c	29 450	410 087

III. – Annexes aux comptes

1. – Généralités

Les comptes annuels de BNP Paribas Securities Services sont intégrés dans les comptes annuels consolidés établis par BNP Paribas ; ces derniers sont disponibles au siège de BNP Paribas, sis 16 boulevard des Italiens, F-75009 Paris.

2. – Résumé des principes comptables appliqués par BNP Paribas Securities Services

Les comptes de BNP Paribas Securities Services sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit.

Dans le cadre de la transposition de la directive comptable 2013/34/UE, l'ANC (L'autorité des Normes Comptables) a publié le règlement ANC 2015-06 modifiant le PCG (Plan Comptable Général). Ce règlement est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 de manière prospective. Les impacts sur l'exercice 2016 sont présentés dans les annexes chiffrées.

Les modifications majeures de ce règlement concernent le traitement du fonds commercial et du mali de fusion dans les comptes annuels et sont décrites dans la rubrique ci-dessous Immobilisations.

Créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent également les valeurs reçues en pension, quels que soient le support de l'opération et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de celles qui sont matérialisées par un titre, les valeurs reçues en pension, quel que soit le support de l'opération, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes débiteurs de la clientèle et autres crédits.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus.

Sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles la banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements. Les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse sont considérés comme douteux. La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés. Les provisions maintenues au passif du bilan sont constituées des provisions pour engagements par signature, des provisions pour procès et autres préjudices, ainsi que des provisions pour risques non spécifiquement identifiés et pour risques sectoriels éventuels.

Titres

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe – c'est à dire à rendement non aléatoire, qu'il soit fondé sur des taux fixes ou sur des taux variables –, les actions et les autres titres à revenu variable.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

En cas de risque de crédit avéré, les titres à revenu fixe des portefeuilles de placement et d'investissement sont identifiés comme des titres douteux, selon les mêmes critères que ceux applicables aux créances et engagements douteux.

Lorsque des titres supportant un risque de contrepartie sont classés en douteux, la dépréciation relative à ce risque, lorsqu'il peut être isolé, est inscrite dans la rubrique « coût du risque ».

Titres de transaction

BNP Paribas Securities Services a une activité d'emprunt et de prêt de titres. Afin de pouvoir prêter des titres à ses clients, BNP Paribas Securities Services emprunte des titres qui, du fait du transfert de propriété, entrent dans son bilan à l'actif. La dette qui en résulte est enregistrée au passif. Ces titres sont en majeure partie prêtés. La créance qui en résulte est portée dans une subdivision nommée « titres de transaction prêtés ».

La garantie éventuellement remise par l'emprunteur, si elle est en espèces, figure dans le compte « dépôts et cautionnements versés » ; si la garantie est en titres, elle figure en hors bilan « titres donnés en garantie ». La comptabilisation des garanties reçues suit le même schéma.

Enfin, les intérêts courus correspondent à la rémunération du prêteur et de l'emprunteur sont respectivement inscrits en charges et en produits d'intérêts.

Les titres qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus du fait d'une activité de mainteneur de marché, sont comptabilisés dans la rubrique « Titre de transaction », et évalués individuellement à leur prix de marché, s'ils répondent aux caractéristiques suivantes :

— ces titres sont négociables sur un marché actif (tout marché sur lequel les prix de marché des titres concernés sont constamment accessibles au tiers auprès d'une bourse de valeurs, ou auprès de courtiers, de négociateurs ou d'établissements assujettis mainteneurs de marché) ;

— les prix de marché ainsi accessibles doivent être représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normales.

Sont également considérés comme des titres de transaction les titres acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée (notamment en sensibilité) de portefeuille de transaction comprenant des instruments financiers à terme, des titres, ou d'autres instruments financiers appréhendés globalement.

Les variations de valeur contribuent à la formation du résultat de ce portefeuille. Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable, et continuent de suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

Dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie, les titres de transaction peuvent être reclassés dans les catégories « titres de placement » ou « titres d'investissement » en fonction de la nouvelle stratégie de détention adoptée.

De même, lorsque les titres de transaction à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance, ils peuvent être transférés dans les catégories « titres de placement » ou « titres d'investissement ».

Les dispositions de chaque catégorie concernée sont applicables à la date du transfert.

Titres de placement

Sont comptabilisés en titres de placement les titres qui ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes.

Les obligations et les autres titres dits à revenu fixe sont évalués au plus bas du prix d'acquisition (hors intérêts courus non échus) ou de la valeur probable de négociation. Celle-ci est généralement déterminée par référence au cours de bourse. Les intérêts courus sont comptabilisés en compte de résultat dans la rubrique « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres de placement à revenu fixe acquis sur le marché secondaire est enregistré au résultat selon la méthode actuarielle, sur la durée de vie résiduelle des titres. Au bilan, la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Les actions sont évaluées au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur probable de négociation. Celle-ci est généralement déterminée par référence au cours de bourse pour les actions cotées et par référence à la quote-part d'actif net revenant à BNP Paribas Securities Services, calculée à partir des informations disponibles les plus récentes pour les actions non cotées. Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Le prix de revient des titres de placement cédés est calculé selon la méthode « premier entré, premier sorti ». Les plus-values et moins-values de cession sont enregistrées dans la rubrique « Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat, de même que les provisions pour dépréciation de titres dotées ou reprises.

Dans le cas de situations exceptionnelles nécessitant un changement de stratégie ou lorsque les titres ne sont plus négociables sur un marché actif, les titres classés dans la catégorie « titres de placement » peuvent être transférés dans la catégorie « titres d'investissement » et doivent être identifiés au sein de ce portefeuille. Ces titres sont alors comptabilisés selon les dispositions relatives à la catégorie « titres d'investissement ».

Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif, d'en retirer le gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice. C'est notamment le cas des titres détenus dans le cadre d'une activité de capital risque.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. La valeur d'utilité des titres cotés est déterminée par référence au cours sur une période d'un mois.

Titres d'investissement

Les titres à revenu fixe assortis d'une échéance déterminée (notamment les obligations, les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et autres titres de créances négociables) sont comptabilisés en « Titres d'investissement » lorsqu'il existe l'intention et la capacité de les conserver jusqu'à leur échéance.

Les obligations entrant dans cette catégorie font l'objet d'un financement adossé ou d'une couverture en taux d'intérêt sur leur durée de vie résiduelle.

L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres d'investissement est enregistré en résultat selon la méthode actuarielle, sur la durée de vie résiduelle des titres. Au bilan, la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Les intérêts afférents à ces titres sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique « intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Une dépréciation est constituée lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

En cas de cession de titres ou de transferts vers une autre catégorie, pour un montant significatif par rapport au montant total des autres titres d'investissement détenus, le classement dans cette catégorie n'est plus autorisé pour la période en cours et pendant les deux exercices suivants. Tous les titres détenus et classés en titres d'investissement sont alors reclassés dans la catégorie « titres de placement ».

Lorsque, dans les cas de situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie, des titres de transaction et de placement ont été transférés dans cette catégorie, les cessions réalisées avant l'échéance de ces titres d'investissement, si elles sont liées au fait qu'ils redeviennent négociables sur un marché actif, n'entraînent pas l'application de la règle de reclassement des autres titres détenus décrite au paragraphe précédent.

Titres de participation, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation sont constitués des participations pour lesquelles BNP Paribas Securities Services dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement des activités de BNP Paribas Securities Services. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle de BNP Paribas Securities Services est supérieur ou égal à 10 %.

Les « Autres titres détenus à long terme » sont des actions et valeurs assimilées que BNP Paribas Securities Services entend détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les parts dans les entreprises liées sont constituées d'actions et autres titres à revenus variables détenus dans les entreprises liées pour lesquelles BNP Paribas Securities Services dispose d'un contrôle exclusif c'est-à-dire celles susceptibles d'être incluses par intégration globale dans le groupe.

Les titres détenus dans ces catégories sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre. Pour les titres cotés, la valeur d'utilité est considérée au moins égale au coût quand le cours de bourse à la clôture n'est pas inférieur de plus de 20 % au coût et que le cours de bourse n'est pas inférieur au coût depuis les 12 derniers mois consécutifs. Au-delà, si l'évaluation multicritères fait apparaître que la valeur comptable doit être dépréciée, la valeur d'utilité est considérée égale au cours de bourse. Il en est de même en tout état de cause, si le cours de bourse est inférieur au coût depuis 24 mois consécutifs ou si le cours de bourse à la clôture est inférieur de 50 % au coût ou encore si le cours moyen sur 12 mois est inférieur de plus de 30 % au coût. Les lignes de titres cotés représentant une valeur d'acquisition inférieure à dix millions d'euros peuvent être évaluées, par mesure de simplification, par référence au cours de bourse moyen de clôture.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée n'est pas connue. Ils sont enregistrés dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Immobilisations

Les immeubles et le matériel figurent au coût d'acquisition ou au coût réévalué pour ceux ayant fait l'objet d'une réévaluation, conformément aux lois de finances de 1977 et 1978 en France. L'écart de réévaluation sur biens non amortissables, dégagé à l'occasion de ces réévaluations légales, a été incorporé au capital.

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables, et des coûts d'emprunt encourus lorsque la mise en service des immobilisations est précédée d'une période de construction ou d'adaptation.

Les logiciels développés par la banque, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire et sur la durée d'utilité attendue du bien. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

La fraction des amortissements pratiqués qui excède l'amortissement économique, principalement calculé sur le mode linéaire, est enregistrée dans la rubrique « Provisions réglementées : amortissements dérogatoires » au passif du bilan. Aucun effet d'impôt n'est calculé sur les amortissements dérogatoires.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. Cette approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation.

Les durées d'amortissement pour les immeubles de bureaux sont de 80 et 60 ans pour le gros œuvre des immeubles de prestige et les autres immeubles respectivement, 30 ans pour les façades, 20 ans pour les installations générales et techniques et 10 ans pour les agencements.

Les logiciels sont amortis selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 3 ou 5 ans pour les développements essentiellement liés à la production de services rendus à la clientèle et 8 ans pour les développements d'infrastructure.

Les immobilisations amortissables font en outre l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation systématique au moins une fois par an.

Si un indice de dépréciation est identifié, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation sauf dans le cas du fonds commercial et du mali de fusion (Règlement ANC 2015-06 ci-après). Les dépréciations sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

Comme indiqué plus haut, BNP Paribas Securities Services a appliqué à compter du 1^{er} janvier 2016 le règlement ANC 2015-06. Ce règlement modifie le traitement du fonds commercial et du mali de fusion de la manière suivante :

— le fonds commercial est désormais présumé avoir une durée d'utilisation non limitée dans le temps. Il est donc non amortissable, sans qu'il soit nécessaire d'en justifier. Toutefois, cette présomption est réfutable, ce qui signifie que s'il existe une durée d'utilisation limitée dans le temps, le fonds commercial doit être amorti sur sa durée d'utilisation réelle ou forfaitaire (10 ans) s'il n'est pas possible d'évaluer cette durée de façon fiable.

Par ailleurs, si le fonds commercial n'est pas amorti, il doit désormais être soumis à un test de dépréciation annuel qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas d'indice de perte de valeur ;

—le mali technique, précédemment enregistré en fonds commercial pour son intégralité est affecté, aux différents apports résultant des opérations de fusions et assimilées. Cette affectation est effectuée maintenant non plus de manière extracomptable, mais dans des sous-comptes dédiés des actifs sous-jacents dans la limite des plus-values latentes identifiées. Seul le solde net du mali de fusion est dorénavant porté en fonds commercial ; la quote-part du mali de fusion ainsi affectée suit les règles d'amortissement de l'actif concerné si celui-ci est amortissable.

Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

Provisions non liées à des opérations bancaires

BNP Paribas Securities Services constitue des provisions afin de couvrir des risques et des charges nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise.

Conformément aux textes en vigueur, la constitution de telles provisions non liées à des opérations bancaires est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture, à la probabilité de sortie de ressources au bénéfice de ce tiers et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers.

Coût du risque

La rubrique « coût du risque » comprend les charges résultant de la manifestation de risques de contrepartie, litiges et fraudes inhérents à l'activité bancaire réalisée avec des tiers. Les dotations nettes aux provisions ne relevant pas de tels risques sont classées dans les rubriques du compte de résultat correspondant à leur nature.

Instruments financiers à terme

Les engagements sur instruments financiers à terme sont contractés sur différents marchés pour des besoins de couverture spécifique ou globale des actifs et des passifs ou à des fins de transaction.

Les engagements relatifs à ces instruments sont enregistrés au hors bilan pour la valeur nominale des contrats. Leur traitement comptable dépend la stratégie de gestion de ces instruments.

Instruments financiers dérivés détenus à des fins de couverture

Les produits et charges relatifs aux instruments financiers dérivés à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts et sous la même rubrique comptable.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux d'intérêt sont inscrits au prorata temporis au résultat.

Instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction

Les instruments dérivés détenus à des fins de transaction peuvent être négociés sur des marchés organisés ou assimilés ou sur des marchés de gré à gré.

Les instruments inclus dans un portefeuille de transaction sont évalués par référence à leur valeur de marché à la date de clôture. Les gains ou pertes correspondants sont directement portés dans les résultats de l'exercice, qu'ils soient latents ou réalisés. Ils sont inscrits au compte de résultat, dans la rubrique « Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation ».

L'évaluation de la valeur de marché est effectuée :

— soit par référence à la valeur de cotation lorsque celle-ci est disponible,

— soit à partir d'une technique de valorisation faisant appel à des méthodes de calcul mathématiques fondées sur des théories financières reconnues, et des paramètres dont la valeur est déterminée, pour certains, à partir des prix de transactions observés sur des marchés actifs et pour d'autres, à partir d'estimations statistiques ou d'autres méthodes quantitatives.

Dans tous les cas, des corrections de valeur conservatrices sont effectuées afin de tenir compte des risques de modèle, de contrepartie ou de liquidité.

Certains instruments complexes, généralement réalisés sur mesure et peu liquides et résultant de la combinaison synthétique d'instruments, sont évalués avec des modèles d'évaluation utilisant des paramètres pour partie non observables sur un marché actif.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers complexes a été immédiatement comptabilisée en résultat pour les opérations initiées jusqu'au 31 décembre 2004.

Pour les opérations initiées à partir du 1^{er} janvier 2005, la marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers complexes est différée et reprise en résultat sur la durée d'observabilité anticipée des paramètres de valorisation. Lorsque les paramètres non observables à l'origine le deviennent ou lorsque la valorisation peut être justifiée par comparaison avec celle de transactions récentes et similaires opérées sur un marché actif, la part de la marge non encore reconnue est alors comptabilisée en résultat.

Autres opérations de transaction sur instruments financiers dérivés

Les résultats relatifs aux contrats négociés de gré à gré constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans le compte de résultat au dénouement des contrats ou prorata temporis, selon la nature de l'instrument. Les pertes latentes éventuelles font l'objet d'une provision pour risques par ensembles homogènes de contrats.

Impôts sur les sociétés

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif. Lorsque la période sur laquelle les produits et les charges concourent au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, BNP Paribas Securities Services comptabilise un impôt différé, déterminé selon la méthode du report variable prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments du bilan et les taux d'imposition applicables dans le futur dès lors qu'ils ont été votés. Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte de la probabilité de récupération qui leur est attachée.

Participation des salariés

Conformément à la réglementation française, BNP Paribas Securities Services enregistre le montant de la participation dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né. La dotation est inscrite dans la rubrique « Frais de personnel ».

Avantages bénéficiant au personnel

Les avantages consentis au personnel de BNP Paribas Securities Services sont classés en quatre catégories :

- les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement ;
- les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés (le compte épargne temps) et les primes liées à l'ancienneté, certaines rémunérations différées versées en numéraire ;
- les indemnités de fin de contrat de travail versées notamment dans le cadre de plans de cessation anticipée d'activité ;
- les avantages postérieurs à l'emploi constitués notamment en France par les compléments de retraite bancaire versés par les Caisses de retraite de BNP Paribas Securities Services, par les primes de fin de carrière, et à l'étranger par les régimes de retraite portés pour certains d'entre eux par des fonds de pension.

Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail résultent de l'avantage accordé aux membres du personnel lors de la résiliation par BNP Paribas Securities Services du contrat de travail avant l'âge légal du départ en retraite ou de la décision de membres du personnel de partir volontairement en échange d'une indemnité. Les indemnités de fin de contrat de travail exigibles plus de douze mois après la date de clôture font l'objet d'une actualisation.

Avantages à court terme

L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

Avantages à long terme

Les avantages à long terme désignent les avantages autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail, qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, mais les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement tout comme l'effet lié à d'éventuelles modifications de régime.

Sont notamment concernées par cette catégorie les rémunérations versées en numéraire et différées de plus de douze mois, qui sont provisionnées dans les comptes des exercices au cours desquels le salarié rend les services correspondants. Lorsque ces rémunérations variables différées sont soumises à une condition d'acquisition liée à la présence, les services sont présumés reçus sur la période d'acquisition et la charge de rémunération correspondante est inscrite, prorata temporis sur cette période, en frais de personnel en contrepartie d'un passif. La charge est révisée pour tenir compte de la non-réalisation des conditions de présence ou de performance, et pour les rémunérations différées indexées sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre.

En l'absence de condition de présence, la rémunération variable différée est provisionnée immédiatement sans étalement dans les comptes de l'exercice auquel elle se rapporte ; le passif est ensuite ré-estimé à chaque clôture en fonction des éventuelles conditions de performance et pour les rémunérations différées indexées sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre, et ce jusqu'à son règlement.

Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages postérieurs à l'emploi dont bénéficient les salariés de BNP Paribas Securities Services en France et à l'étranger résultent de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies », comme la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse qui verse une pension de retraite aux salariés français de BNP Paribas Securities Services ainsi que les régimes de retraite nationaux complémentaires et interprofessionnels, ne sont pas représentatifs d'un engagement pour l'entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies », soit notamment les compléments de retraite versés par les Caisses de retraite de BNP Paribas Securities Services et les primes de fin de carrière, sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'Entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si BNP Paribas Securities Services est tenu ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'Entreprise et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation, ces paramètres tiennent compte des conditions propres au pays de la société. La valeur d'actifs éventuels de couverture est ensuite déduite du montant de l'engagement. Lorsque le montant des actifs de couverture excède la valeur de l'engagement, un actif n'est comptabilisé que s'il est représentatif d'un avantage économique futur prenant la forme d'une économie de cotisations futures ou d'un remboursement attendu d'une partie des montants versés au régime.

La mesure de l'obligation résultant d'un régime et de la valeur de ses actifs de couverture peut évoluer fortement d'un exercice à l'autre en fonction de changements d'hypothèses actuarielles et entraîner des écarts actuariels. A compter du 1^{er} janvier 2013 BNP Paribas Securities Services applique la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Ainsi, les écarts actuariels et les effets de plafonnement de l'actif sont désormais comptabilisés intégralement en résultat ; le produit attendu des placements est déterminé en utilisant le taux d'actualisation des engagements.

Enregistrement des produits et des charges

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

Opérations en devises

Les positions de change sont, d'une manière générale, évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Les profits et les pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrés dans le compte de résultat.

Les écarts de change résultant de la conversion des actifs en devises détenus de façon durable, comprenant les autres titres détenus à long terme, les dotations des succursales et les titres des filiales et participations étrangères, libellés en devises et financés en euros, sont inscrits dans des comptes d'écarts de conversion rattachés aux comptes de bilan enregistrant ces différents actifs.

Les écarts de change résultant de la conversion des actifs en devises détenus de façon durable, comprenant les autres titres détenus à long terme, les dotations des succursales et les titres des filiales et participations étrangères, libellés et financés en devises, sont comptabilisés de manière symétrique aux écarts de change des financements correspondants.

Conversion des comptes en devises étrangères

Tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, des succursales étrangères exprimées en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. L'écart résultant de la conversion des dotations en capital des succursales étrangères est enregistré dans les comptes de régularisation.

Régime d'intégration fiscale

BNP Paribas Securities Services est intégrée au groupe fiscal France dont la tête de groupe est BNP Paribas.

3. – Notes relatives au compte de résultat de l'exercice 2016

3.a. – Marge d'intérêts

BNP Paribas Securities Services, présente sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées » la rémunération déterminée des instruments financiers évalués au coût amorti, ainsi que la rémunération des instruments financiers en valeur de marché qui ne répondent pas à la définition d'un instrument dérivé. La variation de valeur calculée hors intérêts courus sur ces instruments financiers en valeur de marché par résultat est comptabilisée sous la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les produits et charges d'intérêts sur les dérivés de couverture sont présentés avec les revenus des éléments dont ils contribuent à la couverture des risques.

(En milliers d'euros.)	2016		2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges

Établissements de crédit	347 112	-162 653	340 280	-66 431
Comptes à vue, prêts et emprunts	328 823	-149 124	333 382	-61 674
Titres reçus (donnés) en pension livrée	18 289	-13 529	6 898	-4 757
Clientèle	150 080	-43 165	66 561	-53 958
Comptes à vue, prêts et comptes à terme	145 020	-45 755	63 078	-53 549
Titres reçus (donnés) en pension livrée	5 060	2 590	3 483	-409
Dettes représentées par un titre	-	-50 771	-	-39 100
Dettes subordonnée		-		-3 263
Instruments de macro-couverture	33 657	-	32 416	-
Suspens marge d'intérêts	4 058	-3 896	9 652	-4 994
Obligations et autres titres à revenu fixe	128 861	-	107 055	-
Titres de transaction	92 645	-	72 136	-
Titres de placement	36 216	-	34 919	-
Produits et charges d'intérêts	663 768	-260 485	555 964	-167 746

3.b. – Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Titres de placement et assimilés	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	24 226	6 238
Parts dans les entreprises liées	16 711	18 270
Revenus des titres à revenu variable	40 937	24 508

3.c. – Commissions

(En milliers d'euros.)	2016		2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations bancaires et financières	171 548	-46 494	165 222	-46 994
Opérations avec la clientèle	326	172	681	148
Opérations sur titres	129 331	-32 659	127 320	-36 167
Autres	41 891	-14 006	37 221	-10 975
Prestations de services financiers	1 136 161	-172 962	1 096 793	-177 689
Produits et charges de commissions	1 307 709	-219 456	1 262 015	-224 683

3.d. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

(En milliers d'euros.)	2016		2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Cessions	-	-1	0	-153
Provisions	28	-	49	-33
Total	28	-1	49	-186
Gains ou pertes nets sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	27		-137	

3.e. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Dotations ou reprises nettes aux provisions de l'exercice	-	-48
Créances risquées et assimilés	-	-
Coût du risque	-	-48
Dont dotation nette des provisions constituées au titre des risques-pays	-	-

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Solde au 1 ^{er} janvier	173	125
Dotations ou reprises nettes aux provisions de l'exercice	-	48

Amortissement de créances irrécupérables antérieurement provisionnées	-	-
Provisions pour créances douteuses et risques pays	173	173

Les provisions se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Provisions déduites de l'actif	173	173
Relatives aux créances sur la clientèle	173	173
Provisions pour créances douteuses et risques pays	173	173

3.f. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	2016		2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Participations et autres titres détenus à long terme		-918	4 000	-14 737
Cessions		-118	-	-12 347
Provisions	-	-800	4 000	-2 390
Parts dans les entreprises liées	-	-8 699	27 698	-11 251
Cessions	-	-	-	-11 251
Provisions	-	-8 699	27 698	-
Immobilisations d'exploitation	183	-7	19	-627
Total	183	-9 624	31 717	-26 615
Gains ou pertes nettes sur actifs immobilisés	-9 441		5 102	

3.g. – Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Impôts courants de l'exercice	-65 930	-93 968
Impôts différés de l'exercice	-14 686	-95
Impôt sur les bénéfices	-80 616	-94 063

4. – Notes relatives au bilan au 31 décembre 2016

4.a. – Créances et dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Prêts et créances	62 166 626	42 042 957
Comptes ordinaires débiteurs	2 501 584	2 738 809
Comptes à terme et prêts	59 665 042	39 304 148
Titres et valeurs reçus en pension	20 550 619	20 698 536
Prêts et créances sur les établissements de crédit	82 717 245	62 741 493
Dont créances rattachées	114 776	130 345

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Dépôts et emprunts	6 147 777	7 554 779
Comptes ordinaires créditeurs	5 444 223	4 833 443
Comptes à terme et emprunts	703 555	2 721 336
Titres et valeurs donnés en pension	6 701 891	3 183 469
Dettes envers les établissements de crédit	12 849 668	10 738 248
Dont dettes rattachées	2 132	2 590

4.b. – Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Prêts et créances	2 449 401	2 790 199
Comptes ordinaires débiteurs	2 410 825	2 761 862
Autres crédits à la clientèle	38 576	28 337
Prêts subordonnés		
Titres et valeurs reçus en pension	1 704 161	1 099 845
Opérations avec la clientèle - Actif	4 153 562	3 890 044
Dont créances rattachées	9 850	3 446

Le total des prêts et créances sur la clientèle, ventilé par contrepartie se décline comme suit :

(En milliers d'euros.)	2016			2015		
	Encours sains	Encours douteux Net de provision	Total	Encours sains	Encours douteux Net de provision	Total
Clientèle financière	2 341 110	-	2 341 110	2 551 969	-	2 551 969
Entreprises	16 494	-	16 494	164 108	-	164 108
Entrepreneurs	0	-	-	-	-	-
Particuliers	8 110	49	8 159	5 473	49	5 522
Autres non financiers	83 638	-	83 638	68 600	-	68 600
Total	2 449 352	49	2 449 401	2 790 150	49	2 790 199

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Dépôts	86 361 233	81 173 671
Comptes ordinaires créditeurs	83 932 119	79 019 099
Comptes à terme	2 429 114	2 154 572
Titres donnés en pension livrée	2 196 442	1 532 970
Opérations avec la clientèle - Passif	88 557 675	82 706 641
Dont dettes rattachées	4 876	448

4.c. – Titres détenus

(En milliers d'euros.)	2016		2015	
	Valeur nette comptable	Valeur de marché	Valeur nette comptable	Valeur de marché
Transaction (titres empruntés prêtés)	15 810 945	15 810 945	15 028 562	15 028 562
Placement	1 297 456	1 453 390	937 785	957 908
Effets publics et valeurs assimilées	17 108 401	17 264 335	15 966 347	15 986 470
Dont créances rattachées	80		50	
Transaction (titres empruntés prêtés)	1 062 720	1 062 720	857 878	857 878
Placement	1 395 947	1 786 050	1 636 287	1 657 037
Dont provisions			-16	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 458 667	2 848 770	2 494 165	2 514 915
Dont créances rattachées	49 402		56 039	
Transaction (titres empruntés prêtés)	13 576 650	13 576 650	16 164 580	16 164 580
Placement	22	27	23	47
Dont provisions	-5		-17	
Actions et autres titres à revenu variable	13 576 672	13 576 677	16 164 603	16 164 627
Dont créances rattachées	2 317		2 755	
Participations	37 110	46 150	37 880	46 774
Dont provisions	-6 107		-5 337	
Autres titres détenus à long terme	2 539	10 115	2 539	8 840
Participations et autres titres détenus à long terme	39 649	56 265	40 419	55 614
Parts dans les entreprises liées	181 493	190 332	178 914	188 620

Dont provisions	-58 417		-52 306	
Parts dans les entreprises liées	181 493	190 332	178 914	188 620

4.d. – Immobilisations financières

(En milliers d'euros.)	Valeurs brutes				
	01/01/2016	Acquisitions	Remboursements et cessions	Transferts et autres variations	31/12/2016
Titres d'investissement					
Participations et ATDLT	46 976	-	-	-	46 976
Parts dans les entreprises liées	231 220	49 634	-37 372	-3 572	239 910
Immobilisations financières	278 196	49 634	- 37 372	- 3 572	286 886

(En milliers d'euros.)	Provisions					Valeurs nettes	
	01/01/2016	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2016	31/12/2016	31/12/2015
Titres d'investissement							
Participations et ATDLT	6 557	770	-		7 327	39 649	40 419
Parts dans les entreprises liées	52 306	8 728	-	-2 618	58 417	181 493	178 914
Immobilisations financières	58 863	9 498	-	- 2 618	65 744	221 142	219 333

4.e. – Immobilisations d'exploitation

(En milliers d'euros.)	2016			2015
	Montant brut	Amortissements et dépréciations	Montant net	Montant net
Logiciels informatiques	128 976	-105 389	23 587	14 965
Autres immobilisations incorporelles	931 985	-472 213	459 771	494 301
Immobilisations incorporelles	1 060 961	-577 602	483 358	509 266
Terrains et constructions	78	-62	16	17
Équipement, mobilier, installations	111 663	-81 382	30 281	30 486
Autres immobilisations	2 205	-	2 205	845
Immobilisations corporelles	113 946	-81 444	32 502	31 348

4.f. – Autres actifs et passifs

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	600 361	555 220
Impôts différés - actif	54 299	66 396
Dépôts de garanties versés	9 829 866	13 085 280
Autres actifs divers	4 092 282	973 852
Autres actifs	14 576 808	14 680 748
Comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	1 048 531	677 267
Passifs liés aux instruments conditionnels vendus	-	
Dettes rattachées aux opérations sur titres	28 905 331	29 660 311
Impôts différés - passif	858	934
Dépôts de garanties reçus	6 440 183	8 994 072
Autres passifs divers	5 442 793	2 625 995
Autres passifs	41 837 696	41 958 579

4.g. – Comptes de régularisation

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Réévaluation des instruments dérivés et de change	81 003	45 533
Produits à recevoir	282 755	230 731
Comptes d'encaissement	7 898	2 698
Autres comptes de régularisation débiteurs	245 736	248 294
Comptes de régularisation - actif	617 392	527 256

Réévaluation des instruments dérivés et de change	107 477	74 375
Charges à payer	238 809	243 220
Comptes d'encaissement	14 461	9 864
Autres comptes de régularisation créditeurs	481 321	850 617
Comptes de régularisation - passif	842 068	1 178 076

4.h. – Provisions

(En milliers d'euros.)	2015	Dotations	Reprises	Autres variations	2016
Provisions pour engagements sociaux	45 531	8 754	-4 372	1 687	51 601
Autres provisions					
Liées à des opérations bancaires et assimilées	24 037	9 140	-10 574	-7 314	15 289
Non liées à des opérations bancaires	57 771	19 609	-37 885	7 946	47 441
Provisions	127 339	37 504	-52 831	2 319	114 331

5. – Engagements de financement et de garanties**5.a. – Engagements de financement**

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Établissements de crédit	4 363 295	6 350
Clientèle :	52 340	50 000
Autres engagements en faveur de la clientèle	52 340	50 000
Engagements de financement donnés	4 415 635	56 350
Établissements de crédit	509 677	-
Clientèle	200 000	-
Engagements de financement reçus	709 677	-

5.b. – Engagements de garantie

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Établissements de crédit	2 275	1 550
Clientèle	6 711 732	77 434
Engagements de garantie donnés	6 714 007	78 984
Établissements de crédit	8 069	600 747
Clientèle	13 182	161 542
Engagements de garantie reçus	21 251	762 289

5.c. – Engagements sur titres

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Engagements sur titres	84 177	93 400
Engagements sur titres donnés	84 177	93 400
Engagements sur titres	29 450	410 087
Engagements sur titres reçus	29 450	410 087

6. – Rémunérations et avantages consentis au personnel**6.a. – Frais de personnel**

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Salaires et traitements	-497 550	-475 144
Charges sociales et fiscales	-160 449	-152 440

Participation et Intéressement des salariés	-19 993	-13 752
Total frais de personnel	-677 992	-641 336

Conformément à l'article 24-18 du décret du 29 novembre 1983, le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance n'est pas fourni car cela reviendrait à communiquer une rémunération individuelle.

Au 31 décembre	2016	2015
BNP Paribas Securities Services Métropole	2 294	2 136
Dont cadres	1 970	1 825
Succursales hors Métropole	5 162	5 061
Total BNP Paribas Securities Services	7 456	7 197

7. – Informations complémentaires

7.a. – Évolution du capital en euros

	2016			2015		
	Nombre d'actions	Valeur Unitaire	Montant	Nombre d'actions	Valeur Unitaire	Montant
A l'ouverture	25 350 559	7	177 453 913	24 618 873	7	172 332 111
A la clôture	25 350 559	7	177 453 913	25 350 559	7	177 453 913
Bénéfice par action			5,45			6,73

Chaque action confère un droit de vote identique.

7.b. – Tableau de passage des capitaux propres du 31 décembre 2014 au 31 décembre 2016

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	Capital	Primes d'émission et autres primes	Résultat et réserves de la période	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2014	172 332	375 875	311 599	859 806
Dividendes sur le résultat de l'exercice 2014			-138 358	-138 358
Distribution aux associés commandités			-7 443	-7 443
Augmentation de capital	5 122	79 878		85 000
Amortissement dérogatoire			332	332
Autres variations			-103	-103
Résultat de l'exercice 2015			170 641	170 641
Capitaux propres au 31 décembre 2015	177 454	455 753	336 668	969 875
Dividendes sur le résultat de l'exercice 2015			-228 155	-228 155
Distribution aux associés commandités			-12 276	-12 276
Autre distribution			-79 854	-79 854
Amortissement dérogatoire			14	14
Résultat de l'exercice 2016			138 250	138 250
Capitaux propres au 31 décembre 2016	177 454	455 753	154 647	787 854

7.c. – Notionnel des instruments financiers

Le montant notionnel des instruments financiers dérivés ne constitue qu'une indication de volume de l'activité de BNP Paribas Securities Services sur les marchés d'instruments financiers et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Instruments dérivés de cours de change	41 583 611	77 423 299
Instruments financiers à terme sur marché de gré à gré	41 583 611	77 423 299

7.d. – Informations sectorielles

Les encours bilanciaux des opérations interbancaires et assimilées ainsi que des opérations avec la clientèle se répartissent géographiquement de la manière suivante :

(En milliers d'euros.)	Opérations interbancaires et assimilées		Opérations avec la clientèle		Total par zone géographique	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
France	97 734 977	92 508 015	2 278 524	1 716 633	100 013 501	94 224 648
Autres pays de l'espace économique européen	7 818 956	2 997 337	1 856 899	2 118 377	9 675 855	5 115 714
Pays des zones Amérique et Asie	3 515 663	3 857 016	18 139	55 034	3 533 802	3 912 050
Total des emplois	109 069 596	99 362 368	4 153 562	3 890 044	113 223 158	103 252 412
France	10 467 624	8 393 790	19 320 036	16 493 214	29 787 660	24 887 004
Autres pays de l'espace économique européen	1 819 530	2 028 523	62 974 728	61 385 487	64 794 258	63 414 010
Pays des zones Amérique et Asie	562 923	316 275	6 262 911	4 827 940	6 825 834	5 144 215
Total des ressources	12 850 076	10 738 588	88 557 675	82 706 641	101 407 752	93 445 229

7.e. – Échéances des emplois et des ressources

Les encours bilanciaux présentés dans cette annexe sont une extraction des montants les plus significatifs du bilan présentés en page 4.

(En milliers d'euros.)	Opérations	Durée restant à courir					Provisions	Total
	A vue au jour le jour	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans			
Emplois								
Effets publics et valeurs assimilées	80	176 820	1 328 725	9 759 130	5 843 646			17 108 401
Créances sur les établissements de crédit	6 986 897	44 429 724	6 316 476	24 984 148	-			82 717 245
Opérations avec la clientèle	2 385	3 762 161	380 652	546	7 873	-55		4 153 562
Obligations et autres titres à revenu fixe	49 401	-122 467	370 125	1 773 305	388 303	-		2 458 667
Ressources								
Dettes envers les établissements de crédit, et banques centrales et CCP	5 460 607	5 627 875	962 590	799 004	-			12 850 076
Opérations avec la clientèle	84 799 261	2 846 717	900 669	11 029	-			88 557 675

7.f. – Annexes des états et territoires non coopératifs

La création d'implantations par BNP Paribas Securities Services, ou les filiales qui en dépendent au sein du Groupe constitué autour de BNP Paribas Securities Services, dans les Etats considérés comme non coopératifs au sens de l'article 238-O A du CGI et de l'arrêté du 17 janvier 2014 modifiant la liste des Etats et territoires non coopératifs est soumise à une procédure spéciale d'autorisation par la Conformité. Ces implantations, conformément au principe d'uniformité et d'universalité du dispositif de contrôle interne du Groupe, et à son principe de « mieux disant déontologique », sont soumises aux règles du groupe en matière de contrôle des risques de toute nature, de lutte contre le blanchiment, la corruption et le financement du terrorisme et de respect des embargos financiers.

Il n'y a ni filiales ni succursales dans les pays non coopératifs au 31 décembre 2016.

IV. – Projet d'affectation du résultat au 31 décembre 2016 en euros

(En euros.)	
Bénéfice net de l'exercice	138 249 886,49
Report à nouveau bénéficiaire	58 708,13
Acompte sur dividendes	- 79 854 260,85
Total à affecter	58 454 333,77
Réserve légale	
Distribution aux Associés Commandités	7 053 738,32
BNP Paribas	6 915 429,73
BNP Paribas Participations	138 308,59
Distribution d'un dividende de 2,02 € par action	51 208 129,18
Inscription du solde en Report à nouveau	192 466,26
Total affecté	58 454 333,76

Principales filiales et participations de BNP Paribas Securities Services

Libellé titre	Devise	Capital	Réserves et RAN avant affectation des résultats	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Quote-part de capital détenue
		(En milliers de devises.)			(En %.)
I - Renseignements détaillés sur chaque filiale et participation dont la valeur nette excède 1 % du capital de BNP Paribas Securities Services					
1. Filiales (détenues à + de 50 %)					
BNP Paribas Dealing Services	EUR	26 800	11 104	9 565	100,00 %
BNP Paribas Fund Services Australasia LTD	AUD	16 600	577	2 876	100,00 %
BNP Paribas Sundaram Global Securities Operations Private LTD	INR	74 450	164 774	124 167	100,00 %
BNP Paribas Trust Services Singapore LTD (*)	SGD	12 000	0	1 333	100,00 %
BNP Paribas Securities Services Sociedad Fiduciaria SA (*)	COP	14 884 000	-2 906 000	-4 903 000	95,00 %
BNP Paribas Bank & Trust Cayman (*)	USD	18 005	1 753	-493	100,00 %
BNP Paribas Fund Administration Services (Ireland) LTD	EUR	10 039	28 401	-10 935	100,00 %
BNP Paribas Securities Services Trust Company (Jersey) Limited (*)	GBP	4 250	263	11	100,00 %
2. Participations (détenues entre 10 et 50 %)					
Sicovam Holding (**)	EUR	10 265	522 875	17 648	15,26 %
*Données au 31 décembre 2015 (états financiers audités)					
** Données au 31 juillet 2016 (états financiers établis au 31 juillet de chaque année)					

(En milliers d'euros.)	Filiales		Participations	
	Françaises	Étrangères	Françaises	Étrangères
II - Renseignements globaux concernant toutes les filiales et participations				
Valeur Comptable des titres détenus				
Valeur brute	115 472	124 437	35 850	7 367
Valeur Nette	84 838	96 656	35 850	2 030
Montants des prêts et avances accordés	15 997	0	0	0
Montant des emprunts	0	0	0	0
Montants des cautions et avals donnés	0	0	0	0
Montants des dividendes encaissés	6 517	10 194	2 422	0

L'ensemble des transactions avec les parties liées ont été conclues aux conditions normales de marché.

Informations relatives aux prises de participations de BNP Paribas Securities Services en 2016 portant sur au moins 5 % du capital

Franchissement de seuil supérieur à 5 % du capital : Néant

Franchissement de seuil supérieur à 10 % du capital : Néant

Franchissement de seuil supérieur à 20 % du capital : Néant

Franchissement de seuil supérieur à 33,33 % du capital : Néant

Franchissement de seuil supérieur à 66,66 % du capital : Néant

V. – Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société BNP Paribas Securities Services, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le gérant. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. – Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. – Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Valorisation des titres de participation, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées sont évalués à leur valeur d'utilité en retenant une approche multicritères (notes 2 et 4c de l'annexe). Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné les éléments ayant conduit à la détermination des valeurs d'utilité pour les principales lignes du portefeuille.

Provisionnement des engagements sociaux

Votre société constitue des provisions pour couvrir les engagements sociaux (notes 2 et 4h de l'annexe). Nous avons examiné la méthodologie d'évaluation de ces engagements, ainsi que les principales hypothèses et les principaux paramètres utilisés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. – Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la gérance et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Courbevoie, le 3 mai 2017,

Les Commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit
Didier Bénâtre

Mazars
Virginie Chauvin

VI. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est consultable au siège de la société.

1703047